



ADP – VILLES EN DEVELOPPEMENT
ASSOCIATION DE PROFESSIONNELS

DÎNER-DÉBAT DU 10 JUIN 2014 MARSEILLE

Les retombées des grands évènements sur l'image et le développement des villes du Nord et du Sud

L'impact des grandes manifestations festives, culturelles, religieuses ou sportives sur l'attractivité des villes n'est plus à démontrer. Toutes les grandes métropoles s'efforcent d'accueillir et d'organiser de tels évènements sur leur sol car la fréquentation et l'audience médiatique dont ils bénéficient sont de puissants facteurs de changement d'image et de développement économique. Ils offrent aussi aux responsables locaux l'occasion de lancer de grands projets d'aménagement, de remettre à niveau les équipements et d'embellir le cadre urbain de leurs villes.

Marseille, "capitale européenne de la culture" en 2013, a offert un bon exemple de cette politique événementielle qui touche aujourd'hui toutes les grandes villes du monde, au Nord comme au Sud... à l'exemple de l'exposition universelle de Shanghai en 2010 ou des Jeux Olympiques de Rio de Janeiro en 2016.

avec

- **Hugues de Çibon**, expert en développement territorial, membre de l'équipe de conception et de mise en œuvre du programme "Marseille Provence 2013 - Capitale européenne de la culture"
- **Chantal Guillet**, Juriste et urbaniste, responsable d'ALEFRANCE (Amérique Latine et France développement)
- **Jean Picon**, directeur d'études à l'agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (AGAM)

Introduction

Marcel Belliot, président de l'association "AdP - Villes en développement", accueille les participants. Créée à la fin des années 70, AdP rassemble 230 "professionnels de la ville" francophones exerçant leurs activités dans les pays émergents et en développement : urbanistes, économistes, ingénieurs, chercheurs, administrateurs... Espace d'échanges professionnels, elle exerce ses missions au travers de dîners débats, de conférences, de Journées d'échanges, du Bulletin trimestriel d'information "Villes en développement" et de son site internet <http://www.ville-developpement.org/>.

À l'heure où de plus en plus de métropoles, au Nord comme au Sud, s'efforcent d'accueillir de grands événements culturels, sportifs ou festifs pour changer leur image et accroître leur attractivité, le dîner débat de Marseille, lié à l'actualité récente de la ville, capitale européenne de la culture en 2013, doit permettre de confronter l'expérience marseillaise avec celle de la ville de Rio de Janeiro qui s'est lancée depuis une dizaine d'années dans une politique événementielle ambitieuse : Jeux panaméricains en 2007, JMJ en 20013, Jeux Olympiques en 2016.

Présentations

Hugues de ÇIBON a été un acteur important de l'équipe de "Marseille Provence Métropole 2013" et plus spécialement chargé de l'animation du milieu économique autour de cet événement. À l'exemple de Lille et de Gênes, capitales européennes de la culture en 2004, les promoteurs de MPM 2013 ont eu plusieurs objectifs : mettre en place une gouvernance d'échelle métropolitaine autour de l'événement, accroître la fréquentation touristique du territoire, modifier l'image de la ville, impliquer les habitants, s'inscrire dans la logique de développement de la ville tout en l'accéléralant, pérenniser cette dynamique et ce changement d'image... Tous ces objectifs n'ont pas été atteints au même degré. Un autre enjeu important était de dépasser la dimension strictement culturelle de l'événement et d'y associer le monde économique : l'attractivité d'un territoire est en effet très liée à son image et l'effet levier économique (retour sur investissement) peut être de 1 à 6.

La fréquentation touristique était, avant MPM 2013, de 8 millions de visiteurs par an mais souvent de courte durée (4 jours contre 7 jours à Nice par exemple) et très liée à un tourisme « affinitaire » : familles, amis... L'objectif était de faire venir 2 millions de touristes supplémentaires, de les faire séjourner plus longtemps, d'attirer un public culturel et d'étaler cette fréquentation sur l'ensemble de l'année en lui donnant envie de revenir... Cet objectif a été atteint avec 10 millions de touristes en 2013. L'ouverture du MUCEM en juillet 2013, qui a attiré à lui seul 1,8 million de visiteurs en six mois, a donné un coup de fouet à la fréquentation de la ville, de même que l'exposition temporaire du hangar J1. Ce gain de fréquentation s'est confirmé avec les premiers mois de 2014.

Les aménagements du front de mer ont fait l'unanimité et le centre ville a été "redécouvert". De nouveaux types de touristes, plus culturels, ont fait leur apparition. D'abord sceptiques et parfois condescendants, les médias nationaux ont fini par adhérer à l'événement et la presse internationale a joué un rôle positif en ce sens. La plupart des grandes manifestations ont connu le succès, à l'image de la fête d'inauguration de janvier qui a rassemblé plus de 400 000 personnes autour du vieux port ou du projet "transhumance" en juin qui a réuni 300 000 personnes sur son parcours... Dans certains cas, la foule était si nombreuse que l'affluence aurait pu poser des problèmes de sécurité : fête d'inauguration, fête "Flammes et Flots"...

Les grands équipements prévus, comme le MUCEM, ont pu être livrés à temps ou avec un léger retard, en dépit de délais de réalisation très serrés. La mise en place du "pass'transport", associant 9 autorités différentes de transport a été un grand succès...

Les qualités et les richesses des sites marseillais, dans leur diversité ont été véritablement redécouverts. Les espaces publics de la ville, à l'image du "Vieux Port", ont été réappropriés par les habitants. Le slogan "*Fiers d'être Marseillais*" a fait place à "*Fiers de Marseille*", traduisant un regain de confiance dans l'avenir du territoire. L'effet miroir a été sensible et cela n'a pas été sans effet sur la perception de la ville par les entreprises européennes et internationales.

Le monde économique très enthousiaste et moteur dès la phase de candidature s'est rapidement mobilisé sur le projet et le mécénat a permis de drainer 16,5 millions €, sur un budget global d'un peu moins de 100 millions.

Au chapitre des regrets ou des échecs, on peut noter le chemin qui reste à faire en matière de prise de conscience métropolitaine. Toulon a finalement refusé de s'associer à l'événement et la

relation de Marseille avec les villes voisines reste compliquée. La tenue, au printemps 2014, des élections municipales a par ailleurs handicapé la pérennisation de l'esprit "MPM 2013", chaque parti et chaque ville revenant vite à ses préoccupations politiques locales, sitôt la fête finie...

Jean PICON, responsable des observatoires de l'agence d'urbanisme (AGAM), présente les résultats des enquêtes réalisées en 2014 par l'AGAM pour mesurer l'impact de l'événement sur la ville de Marseille. Pilotée dans le cadre d'un Comité technique associant les principaux acteurs socio-économiques de la ville, l'enquête a porté sur 2000 personnes et les résultats ont été intégrés dans l'étude « Marseille, Analyse des Grands Evénements » (MAGE 2013) disponible sur le site de l'agence <<http://www.agam.org>>. Elle fait apparaître une indéniable "réappropriation" de la ville par ses habitants... Parmi les sept événements organisés dans le cadre de MPM 2013, si les concerts de la "Fête de la Musique" n'ont pas suscité une forte adhésion de la part du public et si l'*Europride* a été une déception en termes de participation, les cinq autres événements ont été plébiscités par les Marseillais et les visiteurs.

MPM 2013 a permis une sorte d'union sacrée entre les services de l'État et les collectivités locales (Ville de Marseille et Communauté Urbaine) et les aménagements du nouveau front de mer font l'unanimité. Les habitants du territoire métropolitain ont redécouvert Marseille. Le fond du "Vieux Port" continue, six mois après MPM 2013, à être très fréquenté. Les Marseillais sont redescendus dans le centre et semblent visiblement heureux d'y être de nouveau ensemble. La fréquentation des hôtels a cru, ce qui n'a pas été complètement le cas des restaurants. En effet, il est curieux de noter que nombre de restaurants sont restés fermés notamment lors de la fête d'ouverture et à l'occasion de *TransHumance* qui avait lieu un dimanche.

Si, jusqu'en 2013, le cadre naturel de la ville était le principal motif de visite de la ville, les aspects culturels deviennent aujourd'hui prépondérants. La confirmation de cette tendance nécessitera cependant une plus grande professionnalisation de l'accueil touristique. Il semble qu'une spirale vertueuse se soit mise en place et qu'une autre image de la ville, qui ne gomme pas l'ancienne, soit en train de s'installer... Un quartier de la ville a profité à plein de ce changement d'image, il s'agit du "triangle d'or" situé entre le Boulevard de la République, le fond du Vieux Port et le nouveau front littoral avec en son centre le quartier du Panier ... D'autres quartiers comme la Belle de mai se sont aussi révélés au public à cette occasion. MP2013 constitue indéniablement un effet déclencheur pour le tourisme en centre-ville. Le potentiel existe désormais (Vieux Port rénové, Esplanade J4 avec des équipements-phares - MUCEM, Villa Méditerranée, musée Regards de Provence). L'ouverture récente du centre commercial - les « Terrasses du Port »- et prochaine des « Voutes de la Major » et les projets en cours d'étude (Casino, Futuroscope de la mer, pont transbordeur) ouvrent des perspectives porteuses pour « la mise en tourisme » du centre-ville. Si tel est le cas, alors l'essai de « MP2013 » aura été transformé et Marseille aura bien tiré partie de cette « capitale ».

Chantal GUILLET rappelle les grands événements organisés par Rio de Janeiro dans la période récente.

Les 15^{èmes} Jeux Panaméricains de 2007, obtenus en concurrence avec la ville de San Antonio (USA), ont rassemblé pendant 17 jours les athlètes de 42 pays. Endeuillés par un accident aérien (TAM 3054), soupçonnés de corruption, perturbés par la désertion d'athlètes cubains, ils ont néanmoins connu un très grand succès. Le coût en a été d'environ un milliard d'euros, supportés au tiers par la municipalité. Les installations sportives ou hôtelières construites pour l'occasion seront réutilisées pour les Jeux Olympiques de 2016, certaines étant restées désaffectées pendant de longs mois. Parmi les retombées concrètes de l'événement, on peut citer la transformation de l'aéroport historique Santos Dumont, l'amélioration des espaces publics et de la sécurité, l'augmentation de la capacité hôtelière... et la visibilité nouvelle du Brésil dans sa capacité organiser un grand événement international

La 9^e édition de la Coupe des Confédérations FIFA devait servir de test pour la Coupe du Monde 2014. Elle s'est déroulée du 15 au 30 juin 2013. A Rio, comme dans les autres villes participant à

la Copa, elle a provoqué de violentes manifestations contre le coût exorbitant des travaux exigés par la FIFA au détriment du nécessaire investissement dans la santé et les infrastructures de transports. Une des revendications était liée à l'augmentation du coût des transports. Ces manifestations se poursuivront avec un regain d'intensité jusqu'au lancement de la COPA, le 12 juin 2014. À Rio, les manifestations ont majoritairement été dirigées contre le Gouverneur Sergio CABRAL La principale retombée de cet évènement est la Réforme de l'aéroport Antonio Carlos Jobim (Galeão)

Les JMJ de 2013, initialement programmés dans un domaine agricole de 130 ha à 70 km de Rio, ont du être, au dernier moment, déplacées à Copacabana en raison de risques d'inondation, rendant ainsi inutiles les investissements réalisés pour accueillir les pèlerins. Ce changement de dernière minute et les coûts afférents ont provoqué, à nouveau, d'importantes manifestations de la population contre le gouverneur de l'État de Rio, qui a finalement démissionné en avril 2014.

Les Jeux Olympiques de 2016, officiellement appelés "Les Jeux de l'Héritage", ont pour slogan "les Jeux doivent servir à la ville", tant pour le développement de la mobilité, la rénovation urbaine, le développement social et l'environnement. Tous les projets ont été programmés en deux phases : pour et après les jeux. Ils seront éclatés sur plusieurs sites situés à plusieurs dizaines de km du centre. Le Parc olympique (100 ha) sera desservi par un métro léger (BRT) et construit à Barra Da Tijuca (35 km du centre historique de Rio) dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP). Il sera transformé, après les Jeux, en quartier d'habitation. D'autres équipements seront temporaires, comme le stade de handball qui accueillera, après les jeux, 4 écoles populaires dont la construction (programmée dans le financement de l'équipement) sera assurée par l'entreprise attributaire du chantier. Le complexe sportif de Deodoro sera transformé en parc urbain (50 ha) à l'issue des Jeux, constituant ainsi le second plus grand parc de Rio. Un "Plan de politiques publiques" a été mis sur pied pour accompagner l'ensemble du projet : construction d'un réseau de métro léger de 154 km (BRT), rénovation urbaine, lutte contre les inondations du Grand Tijuca, réhabilitation environnementale de la baie de Jacarepagua...

Débat

À une question sur l'offre hôtelière de Marseille, **Hugues de ÇIBON** répond que Marseille totalise aujourd'hui plus de 7000 chambres. L'offre crée la demande et certains hôtels, comme SOFITEL, ont de beaux résultats. Il est important de noter que le parc hôtelier a évolué rapidement puisque la ville a gagné à peu près 2000 chambre en moins de 10 ans, passant de 5 000 à 7 000 chambres. S'agissant de l'offre alternative (gîtes, chambres d'hôtes, chambres chez l'habitant), très utilisée par les touristes "affinitaires" de Marseille, il souligne qu'elle pose un vrai problème aux hôteliers. Une réglementation plus claire et plus contraignante serait souhaitable, à l'exemple de Barcelone où une loi encadre ce marché.

François NOISETTE (Kaluthère Polis) constate que si à Rio, les JO vont offrir l'occasion de développer de nouveaux pôles à l'extérieur du centre historique de la ville, il n'en a pas été de même à Marseille où l'essentiel des investissements s'est concentré dans la ville elle-même sur le front de mer

Marcel BELLIOT ajoute que les investissements de MPM 2013 semblent assez peu concerner les quartiers Nord de Marseille et que l'intégration de Aix en Provence et de Arles dans la problématique du projet a été peu évoquée.

Hugues de ÇIBON soulève à ce propos la question de la liaison entre Aix et Marseille. Deux solutions étaient envisagées : la première aurait pu être une liaison ferrée privilégiant un trajet rapide entre les deux villes en 20 minutes, la seconde (solution retenue - 40 minutes) suit un parcours privilégiant la desserte des différents quartiers de la région métropolitaine et en particulier de certains quartiers nord de Marseille. Il ajoute que les quartiers Nord constituent

un ensemble géographique gigantesque, à la taille d'une ville et que leur intégration à la ville exige des moyens considérables. Le choix fait par les pouvoirs publics, notamment au travers du projet EuroMéditerranée, a été de concentrer l'effort sur les quartiers du centre et du Port pour progressivement développer un processus de reconquête urbaine (refaire la ville sur la ville). Une extension de 140 ha de l'opération d'intérêt national a été engagée à la fin des années 2000. Cette logique de concentration d'efforts sur des projets structurants s'est aussi concrétisée par la zone franche urbaine par exemple.

En réponse à une question de **Jacques CHAMPAUD** (IRD) sur les projets de gares TGV de Marseille et la desserte de l'aéroport, **Hugues de ÇIBON** indique que la création de la gare souterraine TGV de Marseille sera un chantier d'une ampleur énorme et que la priorité lui paraît être de rentabiliser les voies existantes. S'agissant de l'aéroport, il précise qu'il manque 400 m de voie pour assurer la liaison avec le réseau ferré existant.

Xavier MOIROUX (AGAM) souligne pour sa part que la priorité est aujourd'hui au développement du réseau de TER et qu'une gare nouvelle TGV souterraine pourrait s'inscrire dans ce dispositif. Il ajoute que plusieurs options sont possibles pour desservir l'aéroport et que, de toutes manières, tous ces investissements sont hors d'échelle par rapport à un événement du type MPM 2013.

Jean PICON indique qu'à Marseille, la banlieue est en quelque sorte dans la ville et que le vrai problème se situe dans le centre ville.

À une question de **Éloïse PELAUD** (AVITEM), sur la forme juridique de MPM 2013, **Hugues de ÇIBON** répond qu'il s'agit d'une association, formule souple qui permet à la gouvernance de décider. L'objectif était d'avoir un grand nombre d'acteurs et un Conseil d'administration représentatif du territoire.

À une question de **Marcel BELLIOU** sur la maîtrise d'ouvrage des opérations de MP 2013, **Hugues de ÇIBON** répond que la plupart des projets ont été réalisés par les acteurs déjà existants. MPM 2013 n'en a réalisé en propre qu'une petite partie.

En réponse à une question de **Jacques CHAMBAUD** (IRD) sur les financements, **Hugues de ÇIBON** indique que le budget global de MP 2013 s'est élevé à 96 millions d'euros dont 18 % ont été apportés par le mécénat.

Xavier MOIROUX souligne l'ambition de Marseille de devenir une des grandes capitales culturelles de la Méditerranée. Elle a noué dans ce but des accords de coopération avec de nombreuses villes du bassin méditerranéen ou d'Afrique : Istanbul, Alger, Casablanca...

À des questions de **Françoise REYNAUD** et de **Marc PETIT** (SFU) sur les disparités sociales et territoriales au sein des villes du tiers monde en général et de Rio de Janeiro en particulier, **Chantal GUILLET** répond qu'à Rio, les quartiers populaires (favelles) sont au cœur de la ville.

En réponse à une question de **Marc PETIT** sur la mobilisation de l'ingénierie locale dans MP 2013, **Hugues de ÇIBON** indique que certains projets comme les « quartiers créatifs » ont permis d'associer à l'événement des aménageurs, les habitants et des artistes. Certains des projets de MP 2013 ont été co-construits avec les habitants, sur la base du regard et des suggestions d'artistes.

S'interrogeant sur l'utilité, pour une métropole, de *faire un événement*, **François NOISSETTE** estime que celui-ci peut avoir plusieurs intérêts : monter la capacité à faire, en profiter pour agir sur les espaces publics, mettre à niveau et renforcer les équipements, se fixer des échéances et les tenir. D'autres enjeux lui paraissent également très importants comme la sécurité ou la mobilisation populaire.

Marcel BELLIOU conclut le dîner débat en remerciant les intervenants et les participants et indiquant que le compte rendu en sera diffusé dans le courant de juin.